

Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme : L'utilisation harmonieuse des symboles de l'État

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 27 FÉVRIER 2024

1529

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Crise énergétique au Mali

Choguel Maïga met tout sur Assimi



Sortie de la transition :
Des actions patriotiques et pacifiques annoncées



Mali :
Le retour de l'Imam Mahmoud Dicko annoncé

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

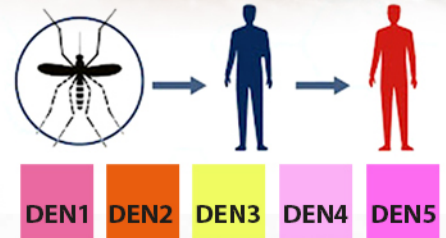


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



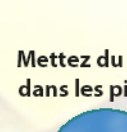
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.13



P.17



P.25



/ Une /

Crise énergétique au Mali :
Choguel Maïga met tout sur Assimi

P.4

/ Breves /

Mali : Le retour de l'Imam Mahmoud Dicko annoncé P.12
Délestage au Mali : Pourquoi l'État ne fait pas de la fourniture d'électricité
une priorité après l'armée ? P.13
Gestion de la crise du centre : Le colonel Assimi Goita met fin à la mission du haut représentant
du président de la république P.14
UCAO-UUBA à San : Visite à l'orphelinat «La Province Dophini» P.15

/ Actualité /

Lakamané : P.17
Les Forces Armées Maliennes récupèrent un véhicule enlevé par des terroristes
Solidarité pendant le temps de Carême : P.19
Soutien du Président de la Transition à la Communauté chrétienne du Mali

/ Politique /

Sortie de la transition : P.23
Des actions patriotiques et pacifiques annoncées
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme : P.25
L'utilisation harmonieuse des symboles de l'État

/ Culture & Société /

Justice : P.27
L'artiste Adji One Centhiago et 10 autres personnes en garde à vue

/ International /

CEDEAO : P.28
Le Niger, la Guinée et le Mali au large, le Burkina reste sous sanctions
Crise politique au Sénégal : Dialogue ou monologue ? P.30

/ Sport /

Mali P.32
1ère édition du Grand Prix de l'Alliance des États du Sahel (AES) en Hippisme

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssef Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Crise énergétique au Mali

Choguel Maïga met tout sur Assimi

La crise énergétique persistante au Mali continue de susciter des remous, avec le Premier ministre Choguel Maïga se déchargeant de toute responsabilité et pointant du doigt le président de la transition, Assimi Goïta. Les coupures d'électricité récurrentes perturbent la vie quotidienne des Maliens, générant frus-

tration et inquiétude à l'approche du mois sacré du Ramadan.

Lors de son récent passage à l'émission Malikura Tassira, le Premier ministre Choguel Maïga a clairement indiqué que la gestion de la crise énergétique ne relevait pas de sa compétence, mais de celle du chef de l'État.

Cette position a soulevé des interrogations quant à la légitimité et à la capacité du gouvernement de transition à répondre aux besoins urgents de la population.

Les habitants de Bamako et des régions touchées expriment leur mécontentement face aux délestages



qui affectent non seulement leur confort, mais aussi leurs moyens de subsistance. Le Premier ministre et son ministre de l'Énergie ont affirmé que la résolution de la crise énergétique incombait au président de la transition, soulevant des questions sur la pertinence du maintien de Choguel Maïga à son poste.

En réponse aux critiques, le président de la transition, Assimi Goïta, s'est engagé à trouver des solutions durables à la crise énergétique. Malgré ses assurances, de nombreux Maliens restent sceptiques quant à la capacité du gouvernement à résoudre rapidement le problème, notamment avant le début du Ramadan.

La crise énergétique est devenue un enjeu politique majeur, mettant à l'épreuve la capacité du gouvernement de transition à répondre efficacement aux besoins de la popula-

tion. Les attentes sont élevées, et de nombreux citoyens espèrent que des mesures concrètes seront prises pour garantir un approvisionnement stable en électricité dans tout le pays.

La situation reste tendue et la pression est à son comble pour que des actions concrètes soient prises afin de résoudre la crise énergétique au Mali. L'avenir politique de Choguel Maïga et la capacité d'Assimi Goïta à répondre aux attentes des Maliens sont désormais au cœur des préoccupations nationales. Dans le contexte actuel, la pression sur le gouvernement pour trouver des solutions immédiates ne cesse de s'intensifier, mettant ainsi en lumière l'importance de la gestion de cette crise comme un test crucial de la légitimité et de la capacité du gouvernement de transition à répondre aux préoccupations urgentes des Maliens. En effet, la capacité du gouvernement à faire face efficacement à cette crise

déterminera sa légitimité et sa capacité à répondre aux besoins pressants de la population malienne.

Il est essentiel que le gouvernement de transition prenne des mesures rapides et efficaces pour répondre aux défis auxquels le pays est confronté.

Stratégies pour la Gestion de la Crise au Mali

Cela implique non seulement la mise en place de solutions immédiates pour atténuer les effets de la crise actuelle, mais aussi le développement de stratégies à long terme visant à garantir la stabilité et le bien-être des citoyens maliens.

La gestion de cette crise requiert une approche holistique et coordonnée, impliquant non seulement le gouvernement, mais également la société civile, les acteurs politiques et les par-



tenaires internationaux. Il est crucial que toutes les parties prenantes collaborent étroitement pour trouver des solutions durables et adaptées aux besoins de la population.

En définitive, la manière dont le gou-

vernement de transition gère cette crise sera déterminante pour sa légitimité et sa capacité à répondre efficacement aux besoins urgents de la population malienne. Il est essentiel que des actions concrètes et transparentes soient entreprises pour res-

taurer la confiance des citoyens et assurer un avenir meilleur pour le Mali. Le moment n'est pas propice pour un Premier Ministre de se dérober à une responsabilité qui lui incombe pour la faire porter sur le Président.

■ Arouna Sidibé

SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

■ Awa Sylla



Ya quoi au village.

Mon chéri Jeamille dit de venir jeudi après midi à la maison de la presse et rien ne sera tabou.

Moi je suis curieuse deh.

■ Malick Konate



On a assisté à un spectacle comique. Le Parlement Du Rire peut faire l'affaire. #Bèki_Takè

■ Wassa TV



Macky SALL «Je tiens à réaffirmer de façon claire et nette que le 02 avril 2024, marquera la fin de mon mandat. Je l'avais dit et je le maintiens.» lors de la cérémonie d'ouverture du Dialogue National.



■ Ras Dial Ras Dial



Urgent!

Une grande personnalité religieuse a été arrêté aujourd'hui dans son village à Sana Koy. Source locale

■ Antidote badra



Un journaliste demande à 50 cent, qu'il pense des clashes des rappeurs Français !

50 CENT « Les clashes des rappeurs Français c'est comme deux filles qui se disputent sur un soutien gorge. En France un rappeur peut clasher l'autre parce qu'il sait qu'il va rentrer et dormir tranquille. Ici au USA, un gamin de 15 ans te mets Off. Es-ce que tu as déjà entendu que la voiture d'un rappeur français s'est explosé piégé par une bombe ? Certains bagarrent à l'aéroport c'est du cinéma ils font tout sauf du clash.»

A-T-IL RAISON?



Adam Dicko



Ce que EDM SA nous fait à Yirimadjo Zrny est vraiment injuste! c'est injuste!

Ministère de la Refondation de l'Etat



#ACTUALITÉS - MRE

Cérémonie d'ouverture de l'atelier national pour valider les Termes de Référence du Dialogue Inter-Maliens pour la paix et la Réconciliation nationale

Ce lundi 26 février 2024, le Ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa MAIGA, aux côtés de ses collègues du gouvernement, a pris part à la cérémonie d'ouverture de l'atelier national visant à valider les Termes de Référence du Dialogue Inter-Malien (DIM).

Présidée par le Premier ministre et Chef du Gouvernement, Choguel Kokalla MAIGA, cette cérémonie marque le début de trois jours au cours desquels les délégués, représentant les différentes régions du pays, contribueront à l'élaboration d'un document directeur pour le Dialogue en faveur de la paix et de la réconciliation nationale.

CCOM-MRE



Malick Konate



En tant que chef exécutif, lorsqu'on pose une question cruciale sur la vie de la nation, en l'occurrence les documents administratifs des citoyens, il est essentiel de fournir des informations claires et précises plutôt que d'ironiser. En mentionnant que dans ton passeport il n'y a pas la mention CEDEAO, tu soulèves une question importante : que devient le passeport du peuple où cette mention est présente ? Cela soulève des préoccupations pour notre pays. Comme l'a dit : «Allah ka hinè anka diamana nan ! #Bèki_Takè

■ Yeah Samake



INCULQUONS L'AMOUR DE LA TERRE À NOS ENFANTS

Nous avons le devoir d'enseigner aux jeunes générations l'importance de respecter et de prendre soin de notre planète. Cela peut impliquer des pratiques telles que le recyclage, la conservation de l'eau, la protection de la biodiversité, et la sensibilisation à l'impact environnemental de nos actions. Encourager un tel amour pour la terre dès le plus jeune âge peut contribuer à la formation d'individus responsables et engagés dans la protection de l'environnement.

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



■ Larmes des pauvres



@Ocisse691

#Burkina -- Selon plusieurs au sein des R S locaux, ce vendredi 23 février au moins une quarantaine d'hommes ont été tués dans une violente incursion du groupe #EIGS. Toutes les victimes appartiennent à la communauté peulh.

■ KONATE Malick



@konate90

En Côte d'Ivoire, malgré une augmentation de 10%, le kilowatt est vendu à 87 - 89 FCFA et ils ont accès à l'électricité. Pendant ce temps, toi qui paies le kilowatt à 130 FCFA sans pour autant bénéficier de l'électricité, au lieu de chercher une solution à ton problème, tu te préoccupes de l'augmentation des prix chez tes voisins en te disant « l'électricité est chère chez eux », tout en oubliant que tu paies le double chez toi sans satisfaction et que tu es contraint d'applaudir. Il est important de revoir ton comportement et de te demander si cette situation est normale. Dommage ! Il y a des gens qui ne savent pas ce qu'ils veulent dans la vie. D'autres cherchent à avancer, tandis que d'autres cherchent à régresser. #Bèki_Takè

COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024
La Direction Générale

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Mali:**Le retour de l'Imam Mahmoud Dicko annoncé**

Dans une récente vidéo de trois minutes en provenance d'Alger, l'Imam Mahmoud Dicko a révélé son intention de bientôt retourner au Mali, après avoir séjourné dans la capitale algérienne depuis quelques mois. Il a notamment mentionné que son séjour à Alger était lié à l'inauguration de la grande mosquée, qui s'était déroulée avec succès. L'Imam a saisi l'occasion pour remercier tous ceux qui lui ont exprimé des vœux de bonne santé, tout en priant pour le retour de la paix au Mali.

La présence de l'Imam Dicko à Alger, sur invitation des autorités de ce pays voisin, avait suscité de nombreuses interrogations, notamment du fait qu'il se trouvait au même moment que les groupes armés du Nord signataires de l'Accord d'Alger. Cette situation avait été dénoncée par les autorités maliennes, qui avaient alors mis fin à l'accord d'Alger et annoncé la mise en place d'un Comité de dialogue inter-Maliens.

Ces événements avaient entraîné une tension diplomatique entre les deux pays, conduisant au rappel mutuel de leurs ambassadeurs. Cependant, la situation s'était progressivement normalisée par la suite.

L'Imam Dicko avait également donné des explications sur sa présence à Alger lors d'une vidéo enregistrée dans un hôpital de la capitale, où il recevait des soins médicaux. Malgré ses explications, certains Maliens avaient interprété sa présence comme une forme de trahison envers son pays. D'ailleurs, il avait été question de son interpellation dès qu'il foulerait le sol malien. Il disait soupçonner quelque chose quand il partait, tellement que sa sortie avait été facilitée. De plus, il s'était vertement pris contre les autorités de la transition en disant que la durée de la transition ne peut pas être indéterminée.

Ainsi, l'annonce du retour imminent de l'Imam Dicko au Mali constitue une nouvelle majeure qui ne manquera pas de susciter des réactions et des commentaires avant son arrivée. Cette décision marque une étape importante dans le contexte politique et social actuel du Mali, et il sera intéressant de suivre l'évolution de la situation dans les jours à venir.

Fatou Sissoko

Délestage au Mali : Pourquoi l'État ne fait pas de la fourniture d'électricité une priorité après l'armée ?

La question du délestage au Mali suscite légitimement des interrogations quant aux priorités de l'État en matière de gestion des ressources et de satisfaction des besoins essentiels de la population. Après avoir alloué des fonds considérables au secteur de la défense, la fourniture d'électricité doit venir en seconde position. Apparemment, ce n'est pas le cas. L'énergie semble être défavorisée, reléguée au second plan, ce qui laisse de nombreux Maliens perplexes et mécontents.

La fourniture d'électricité est essentielle au fonctionnement quotidien de la société moderne. Elle est cruciale pour les foyers, les entreprises, les écoles, les hôpitaux et d'autres infrastructures vitales. Un approvisionnement stable en électricité est non seulement nécessaire pour assurer le confort et la sécurité des citoyens, mais aussi pour favoriser le développement économique et social du pays.

Le contraste entre les ressources allouées à certains sec-

teurs, comme celui de la défense, et celles consacrées à la fourniture d'électricité soulève des questions sur les priorités de l'État et sur la manière dont les fonds publics sont distribués. Alors que des investissements importants sont réalisés dans des domaines tels que l'armée, il semble que les besoins quotidiens et essentiels de la population, tels que l'accès à une électricité fiable, ne reçoivent pas la même attention de la part des autorités.

Après la dotation des FAMa, il est impératif que l'État du Mali accorde la même priorité à la fourniture d'électricité qu'à d'autres secteurs, et qu'il veille à ce que les investissements dans ce domaine soient suffisants pour garantir un approvisionnement stable et fiable en électricité pour tous les citoyens. Nous n'en doutons point des initiatives du Président de la transition, mais tout porte à croire qu'elles sont lentes.

En outre, il est crucial que l'État fasse preuve de transparence dans l'allocation des ressources et qu'il rende compte de manière transparente de la manière dont les fonds publics sont utilisés. Les Maliens ont le droit de savoir comment leur argent est dépensé et d'exiger que les priorités de l'État reflètent véritablement leurs besoins et leurs intérêts.

Mohamed Keita
ARC EN CIEL



Gestion de la crise du centre : Le colonel Assimi Goita met fin à la mission du haut représentant du président de la république

Le Président de la Transition du Mali, le Colonel Assimi GOITA a abrogé, jeudi 22 février dernier, le décret instituant la mission du haut représentant du président de la république au centre du Mali. Cette mission avait été confiée au professeur Dioncounda Traoré par l'ancien président de la république feu Ibrahim Boubacar Keita dans le cadre de la gestion pacifique de la crise du Mali et particulièrement dans les régions du centre.

Institué par le Décret n°2019-0586/P-RM du 31 juillet 2019, la fonction du haut représentant du président de la république au centre du Mali a été abrogée, jeudi 22 février 2024, par le président de la transition le colonel Assimi Goïta. Sans trop de commentaires, cette mesure vient mettre définitivement fin à la mission confiée à l'ancien président de la transition, le pr Dioncounda Traoré à l'époque pour la stabilisation et le retour de la paix et de la réconciliation au Mali et dans les régions du centre plus particulièrement. En effet, l'article 1er de cette mesure noté tout simplement que " le Décret n°2019-0586/P-RM du 31 juillet 2019 portant institution du Haut Représentant du Président de la République pour les Régions du Centre est abrogé" précise le nou-

veau décret signé par le président de la transition actuel, le colonel Assimi Goita, le jeudi 22 février 2024.

Il faut noter que depuis un moment, les plus hautes autorités de la transition ont engagé beaucoup de démarches dont la fin de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger et l'instauration d'un nouveau dialogue direct inter-Maliens sans aucun intermédiaire particulier. Une initiative proposée par le président de la transition, le col. Assimi Goita lors de son adresse à la nation à l'occasion du nouvel an afin que Mali puisse s'approprier de son processus de paix. A retenir que depuis sa signature en 2015, l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger était sous la garantie de la communauté internationale avec en tête la république algérienne démocratique et populaire, chef de file de la médiation internationale. 10 ans après, d'énormes difficultés régnaient toujours dans la mise en œuvre de cet accord. Pis, l'insécurité qui se limitait au nord s'est transportée au sud du Mali. Les plus hautes autorités de la transition ont donc jugé nécessaire de tester la recette malienne dans la gestion de cette crise. Le président de la transition a toujours rappelé que personne ne viendra faire le Mali, notre pays a notre place. C'est pourquoi, il a invité toutes les parties prenantes du conflit à revenir à table. Tout est négociable, selon lui, sauf l'intégrité du territoire, sa forme républicaine et laïque.

Issa Djiguiba
LE PAYS



UCAO-UUBA à San Visite à l'orphelinat «La Province Dophini»

Le dimanche 18 février, les étudiants en journalisme et communication de la licence 3 de l'université catholique de l'Afrique de l'ouest, unité universitaire à Bamako (UCAO-UUBA), ont eu l'opportunité remarquable d'effectuer une visite à l'orphelinat «La Province Dophini» de San. Cette visite avait pour objectif non seulement de faire une remise symbolique à l'orphelinat, mais également de créer un espace de partage d'expériences enrichissantes pour les étudiants.

L'atmosphère de cette visite était chargée d'émotion. Les étudiants et leurs encadrants ont été chaleureusement accueillis par les sœurs de cet orphelinat fondé le 15 mars 2008. Relevant de l'œuvre de la congrégation des filles de cœur Immaculé de Marie, l'orphelinat Dophini est un lieu d'accueil et d'accompagnement pour les enfants orphelins en général, et plus particulièrement pour ceux souffrant de déficiences mentales.

D'après les explications de Sœur Sambine Dembélé, le nom «Dophini» signifie Dieu en langue nationale Bomou. Cette institution est subdivisée en trois principales parties : une école (allant du primaire au collège), une zone réservée aux sœurs et aux élèves, ainsi qu'un potager contribuant à l'alimentation des résidents.

Quatre sœurs, dont une stagiaire, prennent soin de 73 enfants âgés de 3 mois à 18 ans. Répartis par groupes d'âge,

on compte 4 tout-petits (3 filles et 1 garçon), 10 petits (7 filles et 3 garçons), 39 moyens (20 filles et 19 garçons) et 20 grands (8 filles et 12 garçons).

Financé par la congrégation et des bienfaiteurs, l'orphelinat Dophini met l'accent sur trois aspects de l'éducation : scolaire, sociale et humaine. Ce centre représente pour les enfants à la fois une famille et un lieu d'apprentissage polyvalent. En plus des cours traditionnels en français, en bambara et en boré, les enfants reçoivent également une formation pratique en jardinage, pisciculture et cuisine.

Les valeurs fondamentales du centre Dophini sont le respect, l'esprit de famille et le rejet de toute forme de discrimination. En cas de maladie, les enfants bénéficient de soins dispensés par des infirmiers sur place.

Pour être admis au centre Dophini de San, les parents doivent fournir l'acte de naissance de l'enfant, le carnet de vaccination, le certificat de décès de la mère, une contribution annuelle de 34 000 FCFA ou l'équivalent en céréales par enfant, une fiche de référence de la direction régionale de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, ainsi qu'une ordonnance de classement délivrée par la justice.

Cette visite a été à la fois un moment de convivialité et d'émotion pour les étudiants, certains d'entre eux ayant été particulièrement touchés au point de verser des larmes, face à la réalité et à la générosité qui règnent au sein de l'orphelinat «La Province Dophini» de San.

Fatou Sissoko





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.



N° VERT

80 00 22

Lakamané: Les Forces Armées Maliennes récupèrent un véhicule enlevé par des terroristes



Les Forces Armées Maliennes ont récemment remporté une victoire significative en récupérant un véhicule enlevé par des éléments terroristes à Lakamané, dans la région de Nioro. L'opération, menée avec succès le 24 février 2024, a été le fruit d'informations cruciales et d'une coordination efficace.

L'opération de reconnaissance offensive a permis à nos soldats dévoués de localiser et de récupérer un véhicule identifié comme un modèle Toyota Hilux immatriculé BY 3390 MD, appartenant à l'ONG SWEED

Mali. Cette récupération a été saluée comme une victoire importante pour les Forces Armées Maliennes et une preuve de leur détermination à assurer la sécurité de la population.

En plus du véhicule, les soldats ont découvert un sac contenant un ordonnanceur lors de la fouille du véhicule, soulignant l'importance de rester vigilants face aux menaces terroristes et à leurs ramifications potentielles.

Les autorités militaires ont exprimé leur reconnaissance envers la

collaboration exemplaire des populations locales, soulignant l'importance cruciale de cette relation dans la lutte contre le terrorisme. La population a été encouragée à continuer de soutenir les Forces Armées Maliennes pour garantir la sécurité de tous.

Le président de la transition, le colonel Assimi Goïta, a réaffirmé que l'éradication des terroristes reste la priorité absolue de son gouvernement. Il a salué le courage et l'engagement des Forces Armées Maliennes pour protéger la nation et

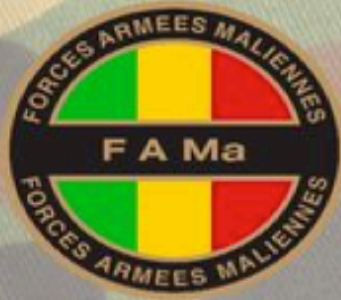
assurer la stabilité du pays.

Cette opération réussie est une preuve de la détermination

constante du Mali à lutter contre le terrorisme et à garantir la sécurité de ses citoyens. Les Forces Armées Maliennes restent engagées

et prêtes à relever les défis pour maintenir la paix et la stabilité dans la région.

Lire en encadré le communiqué des FAMa



FAMa Actu

Des informations reçues et recoupées ont permis de confirmer la localisation d'un véhicule enlevé et abandonné par les terroristes dans le secteur de Lakamané, situé à 65 km environ du cercle de Diéma, région de Nioro.

Ce samedi 24 février 2024, une reconnaissance offensive a permis de récupérer ledit véhicule de marque Hilux immatriculé BY 3390 MD, appartenant à l'ONG SWEED Mali.

Un sac contenant un ordinateur a été récupéré lors des fouilles.

Les Forces Armées Maliennes magnifient la collaboration avec les populations et réitèrent tout leur engagement à assurer la protection des personnes et de leurs biens.

Unis, nous vaincrons



26 Février 2024

■ Karamoko B Keita

Solidarité pendant le temps de Carême : Soutien du Président de la Transition à la Communauté chrétienne du Mali



Le Président de la Transition du Mali, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, a récemment démontré son engagement envers les œuvres sociales en soutenant la Communauté chrétienne du pays pendant la période de Carême. Le samedi 24 février 2024, M. Aguibou DEMBELE, Conseiller spécial du Président, a remis des dons importants comprenant du riz, de l'huile et des pâtes alimentaires aux membres de cette communauté religieuse.

La générosité du Président GOÏTA se manifeste à travers sa volonté de

consacrer une part significative de ses fonds de souveraineté aux personnes dans le besoin, une initiative qui se concrétise à travers diverses actions humanitaires. En cette période de Carême chrétien, le Chef de l'État a une fois de plus témoigné son attention envers la Communauté chrétienne du Mali.

La remise des dons s'est déroulée en présence du Conseiller spécial Aguibou DEMBELE et du ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, Mahamadou KONE, démontrant l'importance accordée

à cette initiative par les plus hautes instances de l'État.

Les membres de la Communauté chrétienne ont chaleureusement accueilli ces gestes de solidarité, exprimant leur gratitude et leurs bénédictions pour le Mali. Le Cardinal Jean ZERBO, au sein de l'Archevêché de Bamako, a souligné l'importance de cette assistance sociale, soulignant qu'elle renforce l'unité nationale dans un contexte difficile.

Le geste du Président GOÏTA a été salué comme une marque de res-



pect envers la communauté chrétienne, et a été perçu comme une opportunité précieuse pendant la période de préparation des célébrations de Pâques.

Dans un contexte où la solidarité est cruciale, le soutien apporté par les autorités maliennes aux communautés religieuses contribue à renforcer les liens entre tous les Maliens. Le Révérend-Pasteur à Daoudabougou a exprimé sa gratitude pour cette aide inestimable, soulignant l'importance de la prière pour la paix et la réussite de la Transition.

Cette action humanitaire du Président de la Transition en faveur de la Communauté chrétienne du Mali témoigne de l'engagement du gouvernement envers le bien-être de tous les citoyens, quelles que soient leurs croyances, et renforce l'unité nationale dans un esprit de

solidarité et de respect mutuel. Le ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes a exprimé sa gratitude envers le Colonel GOÏTA pour son engagement continu en faveur de son département, soulignant l'importance de sa contribution à la paix nationale. De plus, il a également remercié la communauté chrétienne pour son rôle dans la promotion de l'harmonie au Mali.

Le Conseiller spécial du Président de la Transition a rappelé le slogan du Colonel Assimi GOÏTA, mettant en avant l'idée que la construction de la nation malienne nécessite la participation de tous, indépendamment de leur statut.

Le Colonel GOÏTA : un symbole d'engagement pour les citoyens maliens

Il a qualifié le geste du Colonel GOÏTA de symbolique, soulignant son

engagement envers l'ensemble des citoyens maliens. Il a encouragé la communauté chrétienne à intensifier ses prières et bénédictions pour le Mali, conscient des défis auxquels le pays est confronté.

Actions sociales étendues à toutes les régions du Mali

Les actions sociales du Président de la Transition s'étendent à toutes les régions du Mali. Des projets tels que la construction de centaines de puits, la fourniture d'ambulances médicalisées et la création de centres de dialyse de pointe à Bamako témoignent de l'engagement envers le bien-être des Maliens. Ces initiatives sociales se poursuivent et se diversifient afin d'assurer une amélioration continue des conditions de vie dans le pays.

■ Arouna Sidibé



DECLARATION N° 03- 2024 / CS – M5 – RFP
PORTANT ECLAIRAGES SUR LA VIE DU MOUVEMENT

LE COMITÉ STRATÉGIQUE DU MOUVEMENT DU 5 JUIN – RASSEMBLEMENT DES FORCES PATRIOTIQUES
(M5-RFP)

Réunit en session extraordinaire ce 26 février 2024 sous la présidence du vice-président par intérim Imam Oumarou Diarra ;

- Déplorant le communiqué puéril, enfantin et dérisoire du 22 février 2024, signé par l'ancien Vice-président Bouba K. Traoré, portant suspension de membres du Comité stratégique du M5-RFP ;
- Considérant qu'une majorité claire et incontestable s'est dégagée pour, d'une part, relever de ses fonctions l'ancien Vice-président Bouba K. Traoré pour incompétence notoire et à la demande expresse de son entité et d'autre part valider le bureau des jeunes dirigé par Ibrahima Traoré dit Jack Bauer,
- Conscient de ses responsabilités pour la réussite de la Transition en cours et déterminé à continuer à y apporter toute sa part ;
- Résolu à ne pas rentrer dans des débats de caniveaux suscités et entretenus pour servir certains agendas individuels qui n'ont rien à voir avec les intérêts fondamentaux du Mali ;
- **RÉAFFIRME** son ferme engagement à œuvrer pour la réalisation pleine et entière des idéaux du M5-RFP ;
- **OEUVRE** à cette fin à la restauration et au renforcement de la cohésion au sein du M5-RFP malgré les graines de la division que sèment certains fossoyeurs du mouvement ;
- **DEMANDE** à Choguel Kokalla Maiga, président du Comité stratégique à sortir sans délai de son mutisme pour rassurer face aux graves accusations de manipulation qui pèsent sur lui et sur sa responsabilité éminente dans la situation actuelle ;
- **INSCRIT** toutes ses actions dans la réussite de la Transition et la consolidation de ses acquis ;
- **INVITE** en conséquence toutes les Maliennes et tous les Maliens des villes et des campagnes, de l'intérieur et de la diaspora à rester mobilisés pour un Mali debout, uni, sécurisé et prospère.



Bamako le 26 Février 2024
Pour le Comité stratégique

Imam Oumarou DIARRA
Vice-président p.i.



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Sortie de la transition : Des actions patriotiques et pacifiques annoncées



La nouvelle coalition, nommée Synergie d'Action pour Sauver le Mali, a tenu une conférence de presse le samedi 24 février pour annoncer des actions patriotiques et pacifiques visant à mettre fin à la transition interminable dans laquelle le pays est plongé. Cette coalition rassemble plusieurs mouvements et partis politiques, notamment la CMAS de l'imam Mahmoud Dicko, Djiguiya Koura de l'ex-ministre Housseini Amion Guindo dit Poulo du parti CODEM, le regroupement NVPN, l'association Kaoural Renouveau international, l'association Jaama Espoir et le mouvement Wuli Ki Djo Mali Yé.

La déclaration de la Synergie met en lumière la situation actuelle du Mali, dénonçant l'absence de consultation du peuple souverain concernant le report des élections présidentielles censées mettre fin à la transition. Les autorités en place sont critiquées pour leur incapacité à résoudre la crise, la coalition affirmant que le pouvoir est actuellement entre les mains des militaires dirigeants de la Nation malienne.

Les membres de la Synergie dénoncent également les actes antidémocratiques qui ont secoué le pays ces dernières années, mettant en avant les coups d'État et la crise

énergétique persistante, témoignant de l'échec de la transition en cours. Ils soulignent que les objectifs de la lutte du peuple ne sont toujours pas atteints malgré quatre années de gestion, et que les libertés publiques et individuelles sont bafouées.

Face à cette situation, la Synergie d'Action pour Sauver le Mali annonce des actions patriotiques et pacifiques dans les prochains jours, affirmant sa détermination à faire entendre la voix du peuple malien pour une transition effective et démocratique. La coalition appelle à la mobilisation et à la solidarité de



tous les acteurs de la société civile pour parvenir à des élections libres et transparentes, mettant ainsi fin à cette période de transition insoutenable pour le Mali.

Cette annonce marque un tournant dans le paysage politique malien, la Synergie d'Action pour Sauver le Mali se positionnant comme un nouveau pilier de l'opposition, prête à défendre les intérêts du peuple malien et à œuvrer pour la restauration de la démocratie et de l'État de droit au Mali. La situation décrite dans votre requête est effectivement alarmante, avec la famine, la crise financière et l'insécurité généralisée menaçant la stabilité et la survie de la nation. Il est clair que ces défis nécessitent une réponse collective et urgente de la part de tous les ci-

toyens. L'appel à l'unité et à l'action patriotique pour sauver le pays en danger est une initiative noble et cruciale dans de telles circonstances.

Appel à une Transition Pacifique et Démocratique au Mali

Il est compréhensible que certains groupes estiment que les autorités en place ont atteint leurs limites et qu'une transition vers un gouvernement civil est la seule solution pour sortir le pays de cette crise. L'organisation de manifestations pacifiques et patriotiques pour atteindre cet objectif est un moyen légitime de faire entendre la voix du peuple et de revendiquer des changements nécessaires.

Il est essentiel que ces actions se

déroulent dans le respect de l'ordre constitutionnel et des droits de l'homme, en évitant toute forme de violence. La voie vers une transition civile doit être poursuivie de manière pacifique et démocratique, dans le but de restaurer la stabilité et de répondre aux besoins essentiels de la population malienne.

En ces temps difficiles, il est crucial que tous les patriotes restent unis, déterminés et engagés pour un Mali meilleur. La défense de l'intérêt supérieur de la nation et la promotion des valeurs démocratiques sont des principes fondamentaux qui doivent guider toute action visant à surmonter les défis actuels et à construire un avenir plus prospère pour le Mali.

Ibrahim Sanogo

www.malikile.com

Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

L'utilisation harmonieuse des symboles de l'État



Le ministère de la Justice et des droits de l'Homme et Garde des Sceaux a organisé une cérémonie de lancement de la semaine nationale pour l'harmonisation et l'utilisation des symboles de l'État, le vendredi 23 février 2024, au Mémorial Modibo Keita. L'objectif de cette semaine visait à accompagner le processus de refondation en cours, afin d'apporter sa contribution à l'édifice national.

Le ministre de la Justice et des droits de l'Homme, Garde des Sceaux organise du 04 au 10 mars, la semaine nationale pour l'harmonisation et l'utilisation des symboles de l'État.

Il s'agit à travers cette semaine de permettre aux Maliens de l'intérieur et de l'extérieur de mieux connaître les symboles de l'État en vue de leur utilisation judicieuse. De nombreuses activités sont prévues tant à l'intérieur du pays pour faire connaître et mieux utiliser les symboles de l'État, un acte hautement patriotique. Ainsi, l'administration centrale du Mali a le souci de définir des techniques adaptées, formalisées et mieux organisées en matière de conception, de création, de production ou même de vulgarisation des signes de l'État : biens immatériels et inaliénables, surtout des empreintes, en tenant compte des

niveaux de responsabilités de ceux qui sont chargés d'exercer ou d'agir au nom de l'État.

Mohamed Maouloud Nazim, directeur national de la jeunesse, s'adressant au ministre de la Justice et des droits de l'Homme, Garde des Sceaux en ces termes, dira jamais, depuis l'indépendance, la patrie n'a autant fait vibrer nos cœurs et interpeler notre intelligence pour appeler à une refondation effective, réelle et assumée. Comme un bateau ivre, le Mali tangue depuis des décennies, sans destination précise, au gré des contingences et des aléas économiques, sociaux et géostrat-



tégiques du moment. « C'est justement pourquoi les ennemis de la République ont pu persévérer jusqu'au réveil brutal du 18 août 2020 parachevé le 24 mai 2021, avec la bénédiction du peuple. C'est cet élan de révolte qui a secoué toute la charpente sur laquelle était bâtie la république : coup après coup, il fallait tout reconstruire quelques fois depuis le soubassement : c'est l'ère de la refondation, de la souveraineté retrouvée», a-t-il fait savoir. Aujourd'hui plus que jamais, le gouvernement de la transition du Mali, dans sa mission de refondation de l'État, ambitionne de re-

cadrer l'utilisation des timbres et autres caractéristiques de l'identité de la nation. Sans nul doute, comme dans bien d'autres pays, les identifiants de l'État sont méconnus, ou mal compris, de la majorité des populations.» Aux dires de Mamadou Kassogue, ministre de la Justice et des droits de l'Homme, Garde des sceaux, cette cérémonie est sans nul doute un événement d'une portée historique majeure, qui s'inscrit inexorablement parmi les avancées majeures que son département a enregistrées ces dernières années. Il s'agit incontestablement d'une activité d'une grande importance

pour notre pays, parce qu'elle se rattache à l'exercice d'une des attributions régaliennes de l'État, à savoir l'authentification et la protection des sceaux de l'État.

En outre, il a affirmé qu'il est important de rationaliser et de mettre fin à l'utilisation cacophonique et anarchique des attributions de l'État. C'est pourquoi le ministère de la Justice et des droits de l'Homme, Garde des Sceaux, conformément à la vision et aux directives du pacte national et social du Président de la transition, a décidé de mieux faire usage des symboles de l'État. Il regrette que dans la pratique, il y ait des erreurs et des anomalies dans la configuration, l'interprétation, les modalités et conditions d'approuver le drapeau, l'application et la reproduction des symboles et leur emploi anarchique. Ces irrégularités s'invitent habituellement à une méconnaissance de l'objet, non seulement par les citoyens, mais aussi souvent par les agents de l'État eux-mêmes, en l'absence parfois des textes juridiques de référence ou de spécification de conformité. Il s'agit de bannir l'utilisation désordonnée et frauduleuse, en mettant fin à leurs violations. Le but recherché est de favoriser l'utilisation harmonieuse des symboles de l'État, en vue de trouver des solutions pérennes.

Ibrahim Sanogo et Mamadou Komina,
Stagiaire

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com

Justice : L'artiste Adjì One Centhiago et 10 autres personnes en garde à vue



L'artiste Adjì One Centhiago Santiago a été arrêté avec 10 autres personnes dans un hôtel situé dans la commune I. Selon des sources, ils seraient en garde à vue au 16ème arrondissement de Bamako depuis le vendredi dernier.

L'information a été largement diffusée hier soir, dimanche 25 février 2024. En effet, d'après des sources,

le chanteur et rappeur Adjì One Centhiago a été arrêté avec 10 autres individus dans un hôtel. Depuis le vendredi dernier, ils seraient en garde à vue au 16ème Arrondissement de Bamako.

Cependant, la raison de son arrestation reste inconnue pour le moment. Il est à noter qu'Adjì One Centhiago, de son vrai nom Makan Danioko, est

un artiste talentueux et très renommé dans le milieu musical malien. Originaire de la région de Kayes, il aurait déménagé à Bamako pour y poursuivre sa carrière musicale. Il est à rappeler que l'artiste a des antécédents judiciaires.

Aminata Tera
Les Echos

CEDEAO :

Le Niger, la Guinée et le Mali au large, le Burkina reste sous sanctions



D'abord le Niger, ensuite le Mali et la Guinée. La CEDEAO lève les sanctions contre ces trois pays de la bande sahélienne, sauf celles prises contre le Burkina Faso. L'organisation, qui revoit son approche, met tout en œuvre pour empêcher la sortie des pays de l'AES qu'elle appelle à « la négociation » et « au dialogue ». Le Niger, le Mali et la Guinée peuvent désormais reprendre la coopération avec le reste des pays membres de la CEDEAO. La Conférence des chefs d'État de l'organisation réunis en sommet extraordinaire ce week-end à Abu-

ja a décidé de lever les sanctions contre les trois pays, « avec effet immédiat », indique le communiqué final publié dimanche après-midi. Le Niger qui était sous le coup de huit lourdes sanctions, peut désormais – entre autres – voir marchandises et personnes circuler librement entre Niamey et la région, le dégel de ses avoirs auprès des banques centrales de la CEDEAO et de ses entreprises publiques et parapubliques auprès des banques commerciales, reprendre les transactions commerciales et financières entre le pays et ses voisins ou encore les voyages

des membres du gouvernement et de leurs familles au sein de l'espace régional.

Au sujet du Mali, les chefs d'État de la CEDEAO ont levé les restrictions imposées au recrutement de citoyens maliens à des postes professionnels au sein des institutions de la CEDEAO. La Guinée, quant à elle, voit toutes les sanctions économiques et financières levées. MALGRÉ LE PROJET DE RETRAIT DE L'AES, LE BURKINA TOUJOURS SANCTIONNÉ Ces décisions, notamment au sujet du Niger étaient déjà

attendues quelques semaines avant le sommet. Dans les pays concernés, elles ont été accueillies avec satisfaction, notamment au Niger où les commerçants et les populations habitués à la libre-circulation en étaient privés. « Les circonstances actuelles dans notre sous-région, exigent que nous prenions des décisions difficiles, mais courageuses qui placent le sort de nos populations au centre de nos décisions. Nous devons revoir notre approche quant au retour de l'ordre constitutionnel chez quatre de nos pays membres », a déclaré Bola Tinubu, président du Nigeria et président en exercice de la CEDEAO.

Sur les quatre pays sous sanctions depuis, le Burkina Faso le demeure, la Conférence des chefs d'État ne s'est pas prononcée sur les sanctions infligées à ce pays ouest-africain dirigé depuis le 30 septembre

2022 par le capitaine Ibrahim Traoré. Pourtant, un autre dossier chaud de ce sommet extraordinaire de la CEDEAO est bien le retrait voulu des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES). Les chefs d'État ont bel et bien « examiné en détail les notifications du Burkina, du Mali et du Niger concernant leur décision de se retirer de la CEDEAO ». Cette annonce, pour rappel, avait fait l'effet d'une bombe, plongeant l'organisation régionale dans une crise. Clairement, la CEDEAO ne veut pas le retrait. L'institution se dit « préoccupée par les conséquences socio-économiques, politiques, sécuritaires et humanitaires de cette décision, notamment pour les citoyens des trois États membres et pour le processus d'intégration régionale, et invite instamment les trois États membres à recourir au dialogue, à la négociation et à la médiation pour répondre à leurs préoccupations ».

Pour tenter de convaincre au mieux les pays de l'AES d'abandonner leurs projets, la Commission de la CEDEAO va demander l'appui de l'Union africaine, de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), des Nations Unies (ONU) et d'autres organisations internationales et des partenaires bilatéraux.

Jusqu'ici, aucun de ces pays n'a officiellement réagi à l'annonce de la CEDEAO. Mais il ne fait aucun doute que l'évolution de la situation au sein de l'organisation régionale retiendra l'attention, d'autant que le cas du Sénégal – où la date des élections présidentielles n'est pas encore fixée – suscite encore des inquiétudes, même si Macky Sall a été félicité lors de ce sommet extraordinaire.

Latribune



Crise politique au Sénégal Dialogue ou monologue ?



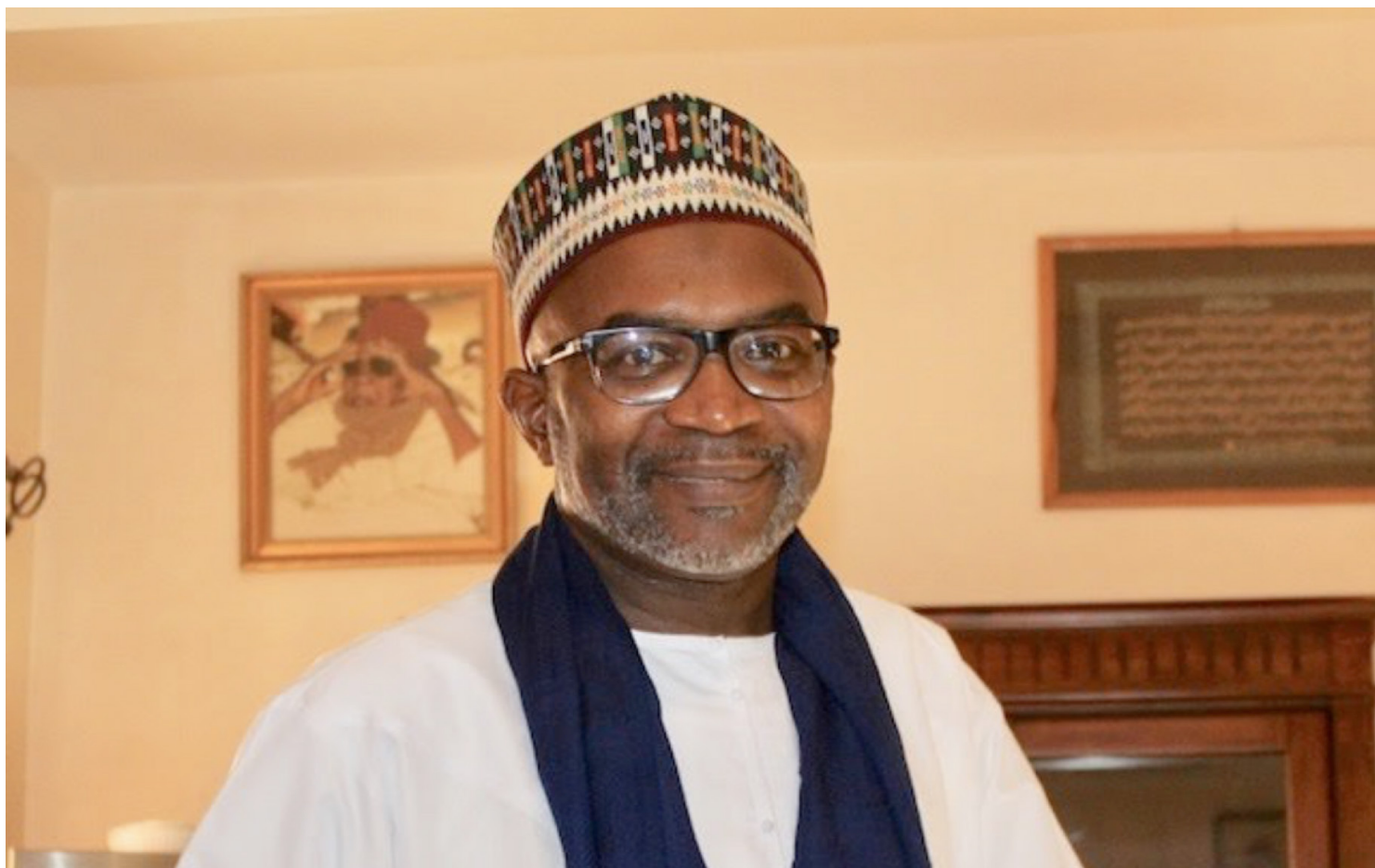
Dans une démarche solitaire insondable, le Président de la République, Macky Sall avance. Seul. Vers la fin de son dernier mandat. Ramant à contre-courant du processus électoral normal et normé qui fonctionne au Sénégal depuis notre accession à l'indépendance, il écrit des pages d'histoire inédites, inattendues d'une personnalité, parvenue au pouvoir par des mécanismes démocratiques éprouvés.

En effet, quoique ponctué de moments de fièvre, de tensions exacerbées parfois, le modèle démocratique sénégalais s'est construit

et amélioré progressivement, par l'engagement sincère d'acteurs politiques mûrs et responsables. Au fil du temps, et à la faveur de crises parfois violentes, des hommes et des femmes, du Pouvoir comme de l'opposition, sont toujours parvenus à dépasser les stratégies personnelles de courte vue, pour mettre en perspective la survie de notre nation. Cela nous a valu des consensus forts sur le Code électoral et sur les principaux mécanismes de conquête et de gestion du pouvoir. Contre vents et marées, le modèle sénégalais s'est affirmé comme une référence à travers le monde, malgré quelques zones d'ombres à éclairer...

Hélas ! En ce début d'année 2024, force est de constater, pour le regretter, que pour la première fois à ma connaissance, un Président de la République sortant aura mis en œuvre des mesures dont le Conseil Constitutionnel, lui-même, aura contesté la légalité. En l'occurrence, le décret présidentiel portant annulation du décret convoquant le corps électoral le 25 février 2024 est déclaré nul et non avenu. Le Conseil Constitutionnel, gardien ultime de l'inviolabilité de la Constitution a dit le Droit. Ses décisions ne sont susceptibles d'aucun recours.

Quelles conséquences aurait dû en



tirer le Chef de l'Etat ?

Tout simplement, prendre un nouveau décret en tenant compte des jours perdus par son annulation et arrêter une nouvelle date. En lieu et place, le Président Macky Sall s'est engagé dans un baroud d'honneur aux conséquences actuelles graves et à venir insondables.

Au lieu de prendre la pleine mesure des risques imprévisibles qu'il fait courir au pays, le Président se livre à son jeu favori : diviser pour régner ! Au cours d'une conférence de presse taillée sur mesure, Le Président Macky Sall a convoqué la classe politique sénégalaise, la société civile, les chefs religieux, et toute autre personnalité disponible, à le retrouver à Diamniadio pour... dialoguer ! Alors que le seul problème qui se pose est la fixation d'une date pour l'élection présidentielle ! Esquive, contournement de la décision du Conseil Constitutionnel, pied de nez aux 19 candidats qui se sont investis pour satisfaire à toutes les exi-

gences de droit pour figurer dans la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle ? Aucune de ces hypothèses n'honore la fonction présidentielle ! Et il va falloir que le pays se mobilise pour dire NON !

Sur les 19 candidats retenus par le Conseil Constitutionnel seulement deux ont répondu à l'invitation du Président de la République. Toutes les personnalités qui ont rempli la salle ne sont que des figurants dans le contexte d'un débat, entre candidats retenus et Président sortant pour s'accorder sur une date en vue de l'élection présidentielle. Le quorum n'est donc pas atteint ! Le dialogue s'est réduit à un monologue entre alliés. Une distribution minutée de la parole à des inconditionnels et autres partenaires en enfumage ne risque pas de faire illusion.

Ce pays vaut beaucoup plus de sacrifices que cela !

Respectons le Conseil Constitutionnel !

Respectons les 19 candidats et les citoyens sénégalais qui leur ont accordé leurs parrainages !

Respectons les convenances républicaines !

« Quand l'injustice devient loi, la résistance est un devoir ».

Il est donc temps de se dresser et de dire fermement et résolument :

– Non à une loi d'amnistie qui ne saurait intervenir préalablement à un état des lieux précis de la situation du pays. Aucun crime de sang ne saurait, non plus être absous. Les violences perpétrées sur des citoyens sans défense doivent faire l'objet d'enquêtes sérieuses et des sanctions exemplaires prises.

– Non à un report des élections présidentielles au-delà du 02 avril 2024 !

Ayons le Sénégal à cœur !

Amadou Tidiane WONE

Mali

1ère édition du Grand Prix de l'Alliance des États du Sahel (AES) en Hippisme



Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Abdoul Kassim Fomba, a présidé ce dimanche 24 février 2024 la cérémonie de la 1ère édition du Grand Prix de l'Alliance des États du Sahel en Hippisme aux Champs Hippiques de Bamako.

Cette activité s'est déroulée en présence également du Ministre de la Refondation et du Ministre de l'Élevage et de la Pêche du Mali, et a été

organisée par les différentes Fédérations d'Hippisme et des Sports Équestres des trois pays membres de l'AES, à savoir le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

Le Ministre Fomba a salué cette initiative visant à promouvoir la tradition équestre et l'unité de nos régions, qui est également la vision commune de nos dirigeants respectifs, à savoir les Présidents de la Transition et chefs d'État : Son Excellence Colonel Assimi Goita du

Mali, Capitaine Ibrahim Traoré du Burkina Faso et le Général Abdourahamane Tiani du Niger.

Il a également félicité les Fédérations d'Hippisme et des Sports Équestres du Mali, du Niger et du Burkina Faso pour l'organisation de cette première activité sportive en faveur du Sahel.

**MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET
DES SPORTS**



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous avez beau avoir une imagination débordante et des projets plein les tiroirs, il ne faudra pas tirer trop vite des plans sur la comète. Écoutez votre instinct ; si certaines idées sont belles sur le papier, elles sont tout simplement irréalisables actuellement. Contentez-vous de ce que vous savez faire et faites-le bien ; votre direction vous le rendra. Ce n'est pas le moment de commettre un impair.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui, une lueur prometteuse brille dans votre secteur professionnel. Attendez-vous à une agréable surprise de la part de vos collègues. Une énergie harmonieuse se tisse parmi vous et ouvre la voie vers des opportunités nouvelles. Les relations au sein de votre équipe deviennent le terreau fertile de projets enrichissants. Gardez l'esprit ouvert à la nouveauté et à la collaboration, car c'est dans l'union que se trouve la réussite.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Des informations importantes pourraient vous être confiées par une personne de votre entourage professionnel. Cela pourrait vous offrir l'opportunité d'améliorer l'ambiance au travail et de booster votre confiance en vous. Votre réputation auprès de votre hiérarchie s'en verrait renforcée grâce à votre capacité à instaurer un climat positif autour de vous. Ces répercussions pourraient vous permettre de développer votre carrière.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous réussissez tout ce que vous entreprenez ! Votre positive attitude et votre sens des priorités sont les clés de votre succès, il ne faut pas se leurrer, et si vous poursuivez dans cette voie, vous serez récompensé à votre juste valeur. Continuez à vous fixer des objectifs dans la limite du possible et à communiquer avec le reste de l'équipe. N'oubliez pas non plus de parer aux imprévus !



Lion (22 juillet - 23 août)

Faites confiance à vos sens en cette période. Il se pourrait qu'il y ait du changement et que vous deviez vous adapter. Vos collègues ne seront pas tous de bon conseil, prenez les informations avec des pincettes sans vous mettre les gens à dos. Respectez vos valeurs et vos croyances, vous resterez droit dans vos baskets. Votre travail quotidien saura être mis en lumière au bon moment.



Vierge (23 août - 23 septembre)

On vous dit souvent, et à juste titre, que vous êtes marié à votre travail. Vous avez du mérite d'être une personne qui prend son métier au sérieux, mais n'oubliez pas qu'il n'y a pas que le travail dans la vie ! Avec un planning aussi chargé, il ne vous reste plus assez de temps pour profiter de votre famille et avoir des loisirs comme faire du sport, aller au cinéma, visiter des musées, etc.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Il y a de grands changements en perspective dans votre travail. Vous allez devoir sortir de votre zone de confort et entamer une nouvelle étape, différente et peut-être plus exigeante. Vous allez devoir travailler plus dur, mais ce changement vous apportera beaucoup de plaisir. Vous devrez mettre à l'épreuve votre capacité d'adaptation et vos aptitudes d'apprentissage. Ce ne sera que du positif, croyez en vous.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il semblerait que vous ayez du mal avec la ponctualité ces derniers temps. Et même si vous ne recevez aucune remarque, cela ne veut pas dire que ça ne dérange pas vos responsables hiérarchiques. Vous pensez aussi que le plus important est de finaliser son travail dans les temps, mais ce n'est pas tout. Il y a un code à respecter dans le milieu professionnel, et la minutie en fait partie. Il faut vous ressaisir.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre imagination est une véritable source de créativité. Celle-ci vous pourrait vous permettre de donner vie à des idées artistiques qui vous inspirent depuis quelque temps, mettez-y tout votre cœur. Votre imagination peut également vous permettre de trouver des solutions astucieuses à des défis que vous pourriez rencontrer aujourd'hui. Cette créativité débordante pourrait également surprendre positivement votre entourage.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre travail actuel ne vous convient plus. Vous n'y êtes plus comblé, et vous avez la sensation d'avoir fait le tour. Il est grand temps de vous diriger vers d'autres horizons, bien plus captivants et palpitants. Le hic, c'est que vous ne savez pas trop comment vous y prendre, et s'il faut, ou non, faire une reconversion professionnelle. Un spécialiste pourrait vous aider à y voir plus clair, et à faire le bon choix de carrière.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous risquez de ne pas être très productif aujourd'hui. Ce n'est pas une question de mauvaise volonté, mais vous avez la tête ailleurs, et cela se ressent. Ne vous acharnez pas à vous reconcentrer pendant toute la journée, mais fixez-vous plutôt une liste de tâches simples. Cela vous forcera à aller à l'essentiel. Une fois que vous serez venu à bout de votre to-do-list, déconnectez-vous vraiment de votre travail. Vous en avez besoin.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous croulez sous le travail et ne voyez pas le temps passer. Vous faites partie des rares personnes au sein de votre équipe à adorer avoir une pile de dossiers à traiter sur votre bureau. Votre efficacité et votre organisation ne sont plus à prouver. N'oubliez pas de faire des pauses d'écran et de vous ressourcer ponctuellement près de la machine à café. Essayez aussi de vous déconnecter du travail une fois que vous êtes à la maison.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>KASSOUB invite les acteurs de la justice à la pédagogie à l'Assemblée</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Commission de finalisation du projet de Constitution Le rêve brisé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>5ème édition de la Nuit de l'Entrepreneuriat: Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>Mali: Baron Diop: Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goïta</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>Division des Opérations d'Aménagement et de Gestion des Forêts et de la Faune: La Visiteur Général Adolphe KASSOUB s'entretient avec les responsables de l'ONG</p> <p>Projet SWVEDO et autonomisation des femmes: 242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>ABIDJAN: Moïse Moustapha Cissé, l'homme de la situation</p> <p>Economie et gestion: Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Des élèves exposés à la querelle populaire</p> <p>Les travaux débuts aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23